

Cellule risques anthropiques

Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

**Arrêté préfectoral de mesures d'urgence n°2025-058-DREAL du 12 août 2025
SAS HYDRAPRO à LEDENON, Lieu-dit Pazac – Mas de Gleyze**

Le préfet du Gard,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite

- VU** le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 511-1, L. 512-20, R. 512-69 et R. 512-70 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2022-52-DREAL du 6 octobre 2022, complété par l'arrêté préfectoral n° 2025-034-DREAL du 28 avril 2025 autorisant la société SAS HYDRAPRO à exploiter une usine de conditionnement de produits chlorés pour le traitement de l'eau de piscines située sur le territoire de la commune de LEDENON ;
- VU** l'évènement survenu dans le bâtiment de stockage de matières premières dit « bunkers » le 10 août 2025 ;
- VU** l'inspection réalisée le 11 août 2025 par l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que l'inspection précitée a mis en évidence que les conséquences de l'évènement survenu le 10 août 2025 sur le site de LEDENON exploité par la société HYDRAPRO ont porté atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les dégâts résultant de cet évènement susvisé constatés lors de ladite visite d'inspection, ne permet pas de poursuivre l'activité dans le bâtiment « bunkers » sans vérifications préalables et/ou travaux de remise en état ;

CONSIDÉRANT que les dispositions proposées ont pour objectif de préserver les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'urgence des mesures à mettre en œuvre ne permet pas de recueillir préalablement l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard ;

ARRÊTE

Article 1er – RESPECT DES PRESCRIPTIONS

La société SAS HYDRAPRO (SIRET 48994118700036), dont le siège social est situé ZI du piquet à ETRELLES (35370), est tenue de respecter les dispositions d'urgence prévues par le présent arrêté pour l'exploitation des installations situées sur la commune de LEDENON, Lieu-dit Pazac – Mas de Gleyze.

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des arrêtés préfectoraux antérieurs.

Article 2 – MESURES IMMÉDIATES CONSERVATOIRES

Hormis les actions nécessaires à la mise en sécurité et au nettoyage du site, les activités du bâtiment « bunkers » sont suspendues. Les conditions de redémarrage de ce bâtiment sont fixées dans les articles suivants.

L'exploitant procède aux mesures immédiates suivantes :

- mise en sécurité des installations, interdiction d'accès, etc ;
- mise en place sur le site en dehors des heures ouvrées d'une présence permanente capable de surveiller les installations et mettre en œuvre dans les délais les mesures prévues par le plan d'opération interne, tant que la sécurisation du bâtiment « bunkers » n'est pas assurée. La surveillance inclut, notamment, le bâtiment « bunkers », les installations de stockage des eaux d'extinction incendie, les stockages des produits impactés par l'événement ou dans l'attente de leur évacuation du site ;
- évacuation des produits impactés par l'évènement ;
- nettoyage du bâtiment « bunkers ».

ARTICLE 3 - MESURES DE GESTION POST-ACCIDENT

ARTICLE 3.1

L'exploitant procède aux réparations et interventions sur les équipements sinistrés par l'incendie afin de permettre le rétablissement du fonctionnement des trappes de désenfumage, des moyens de détection et de défense incendie et tout autre matériel de sécurité, ainsi que les moyens de rétention des eaux susceptibles d'être polluées, sur l'ensemble de son site et la gestion de son établissement conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral en vigueur susvisé.

L'exploitant procède à un contrôle de la bonne intégrité du bâtiment « bunkers » et du bassin de rétention. Il restaure le volume nominal de la réserve incendie du site sous 24 heures.

ARTICLE 3.2 – GESTION DES DÉCHETS LIÉS AU SINISTRE

L'exploitant procède à la gestion de tous les déchets présents sur le site et issus du sinistre, conformément à la réglementation en vigueur (stockage et élimination), dans un délai d'un mois maximum à compter de la notification du présent arrêté.

Les justificatifs d'élimination des déchets sont transmis à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 3.3 – GESTION DES EAUX D'EXTINCTION

Les eaux d'extinction sont analysées selon des paramètres déterminés au regard des produits impliqués dans le sinistre et des substances susceptibles d'avoir été émises dans l'incendie. Elles sont traitées en tant que déchets et dirigées vers une filière autorisée.

Les justificatifs d'élimination des déchets sont transmis à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 3.4 – RAPPORT D'ACCIDENT

En application de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, un rapport d'accident est transmis au préfet et à l'inspection des installations classées.

Il comporte, notamment :

- les circonstances et la chronologie précise de l'événement : descriptif de l'incident, déroulement de la mise en œuvre du schéma d'alerte, modalités de déclenchement du POI et du PPI, actions menées par l'exploitant, etc., à partir notamment des enregistrements de la vidéosurveillance et de la télésurveillance ;
- l'analyse détaillée des causes : causes techniques et organisationnelles sur l'ensemble de la chaîne de production et de logistique pouvant être à l'origine de l'évènement ;
- les mesures mises en œuvre pour gérer l'incendie indiquant notamment la quantité et les débits d'eau utilisés et le retour d'expérience de la mise en œuvre du POI ;
- les conséquences de l'incendie pour les personnes et pour l'environnement (eaux superficielles et souterraines, sols, odeurs, air...) sur la base des prélèvements mis en œuvre en application des dispositions du POI. Les résultats des prélèvements sont commentés et comparés aux valeurs de référence disponibles visant à identifier une éventuelle contamination de l'environnement par les produits et matières dangereuses diffusées .
- les conséquences économiques ;
- les mesures à mettre en œuvre pour la remise en service de l'installation en cause et le délai de réalisation de ces mesures ;
- l'évaluation de la nécessité de mettre en place de nouvelles mesures techniques et /ou organisationnelles pour éviter un accident similaire ou en réduire la probabilité des effets associés ;
- un échéancier de mise en œuvre de ces mesures.

Les éléments sur les circonstances et la chronologie précise de l'événement sont transmis à l'inspection dans un délai de 7 jours à compter de la notification du présent arrêté.

Le rapport d'accident est adressé à l'inspection dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.

En fonction de l'avancement des différentes investigations, le rapport d'accident pourra être complété au fil de l'eau postérieurement au délai de 15 jours.

ARTICLE 4 - REMISE EN SERVICE DU BÂTIMENT « BUNKERS »

4.1- La remise en service des cellules n° 1,2,5,6,7,8,9,11 et 12-du bâtiment « bunkers » est subordonnée à la transmission préalable au préfet du Gard des justificatifs de réalisation des mesures prévues aux articles 2 et 3.1 précédents comportant notamment la transmission des éléments justifiant le bon fonctionnement de l'ensemble des barrières de sécurité ayant pu être affectées par le sinistre telle qu'identifiées dans l'étude de dangers en cours de validité ainsi que la conformité du respect des dispositions constructives fixées à l'article 6.3.2 de l'arrêté préfectoral du 6 octobre 2022 susvisé, selon l'organisation suivante dans l'attente de la remise en état des cellules 3, 4 et 10 :

- DCCNA pour une quantité maximale de 24 tonnes répartie dans les cellules 2 et 9,
- BCDMH pour une quantité maximale de 21 tonnes dans le bâtiment F avant stockage dans la cellule 5,
- ATCC pour une quantité maximale de 72 tonnes répartie dans les cellules 1, 8, 6,7 ,11 et 12.

4.2- La remise en service en fonctionnement normal du bâtiment bunker avec les cellules n° 3, 4 et 10 est subordonnée à la justification préalable de l'exploitant du respect des dispositions de l'article 6.3.2 de l'arrêté préfectoral du 6 octobre 2022 susvisé ainsi que du bon fonctionnement des mesures de maîtrise du risque et barrières de sécurité figurant dans la dernière révision de l'étude de dangers du site et justifiant ainsi la fin du fonctionnement dégradé du site.

4.3- Les justifications liées aux mesures prises pour répondre aux dispositions du présent arrêté, ainsi qu'à leur pertinence et à leur caractère pérenne, sont également transmises à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5 - SANCTIONS

En cas d'inexécution des dispositions du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, il sera fait application des mesures prévues à l'article L.171-8.

ARTICLE 6 – DÉLAI ET VOIE DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Nîmes dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement par voie postale ou par l'application « Télérecours Citoyens » accessible à partir du site internet www.telerecours.fr :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de la notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée au bénéficiaire dont l'adresse figure à l'article 1^{er} ci-dessus, avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du Code de l'environnement).

ARTICLE 7 – PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

1° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Lédénon pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture du Gard ;

2° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État du département pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 8 - EXECUTION

- Le secrétaire général de la préfecture du Gard,
- Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Occitanie,
- Le maire de Lédénon,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société HYDRAPRO par courrier recommandé avec accusé de réception.

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Yann GERARD